

DECLARATION LIMINAIRE CTP DU 03/05/2010

Monsieur le Président

Ainsi donc, la création juridique des SIP à PERPIGNAN, est imminente.

Celle du PRS aussi.

Nous avons discuté ensemble, très en amont, maintes et maintes fois des problématiques posées, par la mise en place de ces nouvelles structures, sans pouvoir réellement trouver une solution pour chacune des difficultés rencontrées.

Aujourd'hui, pouvons nous résoudre dans ce CTP, en une journée, des problèmes sur lesquels on bute depuis des mois, dans notre réflexion collective.

Nous ne le pensons pas .

Nous avons refusé de siéger lors de la première convocation de ce CTP pour des motifs de Politique Syndicale Nationale, sur le thème essentiel de l'emploi, en cohérence avec l'appel lancé par l'intersyndicale nationale.

Après avoir quitté la séance, lundi dernier, nous avons décidé en intersyndicale, de partir à la rencontre des Personnels, pour leur faire part de la situation de blocage, notamment sur l'emploi et de la nécessité de rester mobilisé sur ce sujet.

Nous avons pu à cette occasion, constater le désarroi, le mécontentement, et la colère des agents, qui n'acceptent pas l'absurdité de ces réformes qui dégradent, de jour en jour leurs conditions de travail.

Cette appréciation n'est pas propre aux agents de la DGFIP des Pyrénées Orientales.

En effet, pour la 19^{ème} fois, les agents des Finances ont participé en Mars 2010, à la traditionnelle enquête d'opinion interne.

64% des agents de la DGFIP considèrent que le rythme de changement est trop rapide.

60% des agents des Finances se déclarent pessimistes quant à l'évolution de leur propre situation.

Enfin, pour 70% des agents, les conditions de travail se détériorent.

Les agents de la DDFIP 66, n'échappent pas à ce malaise général.

Comment s'étonner dès lors, du mandat qu'ils ont donné à leurs Organisations Syndicales représentatives, de quitter ce CTP, convoqué pour la 2^{ème} fois aujourd'hui, afin de protester d'abord par procuration, avant de le faire directement, très prochainement par la Grève.

Les pétitions signées en un temps record, attestent de leur détermination.

L'observatoire interne révèle que près de 40 % des agents des Finances de déclarent prêts à des actions revendicatives.

A la DDFIP 66, les chiffres de la Grève du 23 mars, valent mieux qu'un sondage, pour mesurer, leur capacité de mobilisation.

A l'heure où l'on souhaite installer les SIP, quel bilan avons nous des SIE ?

Comme pour tous les services restructurés, les suppressions d'emplois sont anticipées sur des gains de productivité attendus, pas toujours avérés exacts par la suite.

Ces gains de productivité doivent découler de la réussite de nouvelles applications informatiques.

Lorsqu'elles fonctionnent, aucun gain de productivité ne se dégage immédiatement.

Il faut attendre un rythme de croisière.

Lorsqu'elles ne marchent pas, c'est toute la crédibilité des réformes qui est en cause.

Dans les SIE, allez Monsieur le Directeur parler avec les Agents de GESPRO et de Télé TVA, et expliquez leur le bien fondé des réformes...

Elles sont menées au pas de charge et dans la précipitation générale dès qu'approche leur finalisation.

Venons en maintenant, au Mail reçu par les 3 secrétaires de section, suite à notre refus de siéger lundi dernier.

Les élus FO DGFIP en CAPL connaissent les règles nationales et sauront les décliner au niveau local pur défendre nos adhérents qui seront concernés par ces CAP.

Une Organisation Syndicale a conditionné son acceptation de siéger ce jour aujourd'hui, au règlement ce jour, de tous les sujets qui se poseront en CAP.

Telle n'était pas notre motivation dans notre refus de siéger lundi dernier, et aujourd'hui, compte- tenu du mandat que nous avons des agents, il faudrait un élément particulièrement fort de votre réponse aux trois déclarations liminaires, pour nous faire changer d'avis.

Il y a c'est exact différents aspects techniques à clarifier sur les affectations suite à Restructuration, avec parfois des sujets étranges, comme l'absence de candidats pour pourvoir certains postes, pourtant valorisés par la Réforme, tout du moins en affichage.

Les agents le savent, une réforme n'est pas achevée, qu'une autre se prépare.

Monsieur BAROIN, dont on espère un petit changement de cap sur les emplois, a déjà parlé d'un futur rapprochement de la DGFIP avec l'U.R.S.A.F.F.

Mais bon, c'est vrai nous sommes un peu loin de l'ordre du jour d'aujourd'hui, le contexte du mécontentement des agents, modifiant les priorités.

Dans ces conditions, reconnaissons que le dialogue social devient de plus en plus difficile.

Nous écouterons donc attentivement votre réponse, aux trois déclarations liminaires.

On ne sait jamais, elle peut nous faire changer d'avis.